

EMPLOI DES FEMMES**L'entrepreneuriat : une alternative à l'emploi salarié**

Avec 146 sièges à l'Assemblée populaire nationale (APN), la femme occupe bien plus que le quota des 30% réservé aux femmes dans les assemblées élues. Cependant, l'emploi salarié n'embauche pas suffisamment. L'entrepreneuriat, selon des femmes chefs d'entreprise, reste une alternative pour pallier le problème.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Selon les données de l'ONS de 2010, le taux de chômage des femmes avoisinerait les 20% en moyenne. Pour les diplômées de l'enseignement supérieur, les taux affichés avoisinent 35% et jusqu'à 40% dans certaines régions.

«Malgré une offre importante en emploi féminin, la demande des entreprises reste faible dans son ensemble, hormis les administrations et les entreprises de prestation de services où nous retrouvons une demande d'emploi féminin importante, le reste des

secteurs n'offre pas de grandes opportunités d'emploi aux femmes. Devant la faiblesse et la portée limitée des marchés d'emploi salarié, l'entrepreneuriat d'une manière générale se présente comme un substitut à l'emploi salarié et un levier stratégique pour la participation des femmes à la vie active», propose une étude sur l'entrepreneuriat féminin réalisée en septembre 2012 par Nacira Hadda et Baya Zitoune, cadres et femmes entrepreneures.

Selon l'enquête chômage de l'ONS au 4^e trimestre 2010, le taux

**20% des femmes sont au chômage.**

d'activité économique des femmes est de 14,2%.

La part des femmes chefs d'entreprise par rapport au nombre d'employeurs est de 6%. Soit le nombre de femmes chefs

d'entreprise est de 22 000. Le taux d'activité économique en 2013 est de 16,6%.

Selon l'étude, les femmes restent en nombre faible dans les dispositifs et programmes secto-

riels. Ainsi 7% ont bénéficié du dispositif Ansej en 2011, 4% à l'Andi entre 2005 et 2011 et entre 1,6 et 3,6% dans les programmes de l'agriculture entre 2008 et 2010. A l'Angem, la tendance est inversée avec 60% contre 40% pour les hommes.

Le nombre de femmes inscrites au registre de commerce est de 8%.

De son côté, la ministre de la Solidarité nationale, Souad Bendjaballah, qui s'est exprimée, hier, lors d'une journée parlementaire sur les droits économiques et sociaux des femmes, a indiqué que le but de cette journée «est de se consulter pour trouver le moyen d'améliorer le cadre législatif et celui du contrôle sur le niveau d'application des droits des femmes sur le terrain».

S. A.

**LE QATAR IRRITE
SES VOISINS****Crise diplomatique
au sein du CCG**

Crise diplomatique sans précédent parmi les monarchies du Golfe arabe. Par son comportement, le Qatar a fait se liguer contre lui trois de ses voisins : l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis et le Bahreïn. Le Conseil de coopération du Golfe (CCG), sorte de communauté politico-économique des monarchies du Golfe, connaît, du coup, sa première profonde fissure.

Pleine, la coupe a fini par déborder. Doha a tellement exagéré ses ingérences directes ou indirectes dans les affaires intérieures des capitales voisines que ces dernières ont réagi de la manière forte.

L'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis et le Bahreïn ont décidé, hier mercredi, de rappeler leurs ambassadeurs au Qatar. Une première dans les annales diplomatiques de la région, en tout cas depuis la création du Conseil de coopération du Golfe en 1981.

Le rappel, qui pourrait en appeler à une totale rupture des relations diplomatiques, a fait suite à une réunion, à Riyad, qualifiée de houleuse, des ministres des Affaires étrangères du CCG. Une réunion durant laquelle, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis et le Bahreïn, faisant cause commune, ont vainement tenté de faire entendre raison à leur voisin le Qatar, à leurs yeux coupable d'une excessive ingérence dans les affaires de pays tiers, les leurs au premier chef.

Selon l'agence de presse saoudienne SPA, «les pays du Conseil de coopération du Golfe ont tout fait auprès du Qatar pour s'entendre sur une politique unifiée (...) garantissant la non-ingérence de façon directe ou indirecte dans les affaires de chacun des pays membres».

Précisément, le Qatar a été sommé par ses voisins de ne plus s'adonner, comme il le fait, aux actions de nature à menacer la sécurité et la stabilité des Etats membres du CCG. En cause, le redoutable instrument de propagande qu'est la chaîne Al Jazeera. Cette sommation intervient après que l'émir du Qatar, Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani, eut manqué à l'engagement qu'il avait pris lors d'un précédent mini-sommet du CCG, regroupant outre l'émir du Qatar, ceux de l'Arabie Saoudite et du Koweït. En dépit du rappel à l'ordre, le Qatar a continué à soutenir les mouvements islamistes qui activent dans les contrées voisines, menaçant, lorsqu'ils recourent aux violences terroristes, les régimes monarchiques.

Par ailleurs, la conduite à observer par rapport à la situation en Égypte a été également un point de discorde entre la «ligue des trois» et Doha. Le Qatar soutient ouvertement le président Morsi déchu et les Frères musulmans. Ceci pendant que le reste des monarchies du Golfe ont apporté leurs soutiens politiques et financiers au nouveau régime qui a déposé Morsi. Ce qui a fait que la discorde soit profonde. Le petit émirat du Qatar est mal perçu par ses voisins pour ce qu'il entretient, par ailleurs, comme coopération soutenue avec la Turquie, aux dépens du CCG, notamment par rapport à la crise syrienne.

L'axe Doha-Ankara fait trembler notamment Riyad qui a tout à perdre dans cette alliance géostratégique.

S. A. I.

**ALORS QUE L'ACCORD PRÉFÉRENTIEL
ALGÉRO-TUNISIEN ENTRE EN VIGUEUR****Les opportunités d'investissements
réciproques sont très larges**

Les opportunités d'investissements mutuels, d'affaires entre l'Algérie et la Tunisie sont larges, notamment dans le domaine de l'énergie et de la fabrication de pièces et composants énergétiques.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Des investissements directs du groupe Sonatrach en Tunisie sont ainsi possibles, laisse entendre le directeur de la représentation commerciale auprès de l'ambassade de Tunisie à Alger (Tunisia Export).

Rencontré hier à l'hôtel Hilton, à l'occasion des rencontres professionnelles bilatérales dans le secteur des pièces et composants automobiles, Riadh Bezzarga a estimé opportun pour les opérateurs algériens, exerçant également dans les secteurs des technologies de la communication ou du tourisme, de s'implanter directement en Tunisie.

Certes, le nombre d'investisseurs algériens en Tunisie reste minime, comparé aux 80 sociétés tunisiennes exerçant dans divers secteurs (services, industries et textile...) et présentes en Algérie pour un montant de 250 millions d'euros, indique-t-on. Toutefois, une présence renforcée de l'establishment économique algérien en Tunisie constitue une opportunité, d'autant que ce pays dispose d'un cadre propice, notamment du point de vue réglementaire, au développement des investissements étrangers et à l'exportation, expliquera-t-il. Mais également dans la mesure où les industriels et producteurs tunisiens ont développé un important réseau de sous-traitance avec les opérateurs étrangers, notamment dans le secteur de la fabrication de composants automobiles.

Notons dans ce contexte que les pneumatiques, les remorques et semi-remorques et les parties d'accumulateurs électriques comptent parmi les principales exportations tunisiennes vers l'Algérie, en constituant le premier poste, selon Riadh Bezzarga.

Comme il s'agit pour les industriels tunisiens de miser sur le marché algérien en pleine expansion, disposant d'importants atouts et où la demande et

les besoins sont croissants ainsi que les possibilités de développement de la substitution aux importations et de modernisation des infrastructures. D'où l'opportunité de développer des investissements réciproques, de diversifier les exportations notamment algériennes vers la Tunisie et dominées actuellement par les produits énergétiques et les matières premières, à plus de 90%, selon le représentant de Tunisia Export. Dans ce cadre, les rencontres professionnelles bilatérales qui ont été organisées hier, avec la participation de 17 sociétés tunisiennes dont une entreprise spécialisée dans la fabrication de bateaux de plaisance, sont porteuses. Elles s'incrinvent, précise le représentant tunisien, dans un cycle de rencontres sectorielles déjà organisées ou programmées dans les secteurs de la pharmaceutique, des matériaux de construction et de l'agroalimentaire. Et ce dans le contexte où un accord commercial préférentiel algéro-tunisien, signé en 2008 et réactivé après une période d'incertitudes, vient d'entrer en vigueur depuis le début mars 2014.

Un millier de produits industriels et agro-alimentaires notamment sont, désormais, exonérés totalement ou

partiellement de droits de douane entre les deux pays, des exonérations pouvant aller de 40% à 100% pour certains produits industriels et des exonérations des taxes douanières totales pour des produits agricoles et agroalimentaires.

Notons que l'accord stipule que les deux parties appliquent aux marchandises d'origine algérienne ou tunisienne le principe du traitement national en ce qui concerne les taxes exigées dans le pays importateur. Ce qui devrait booster la coopération commerciale, avec des échanges croissant de 20 à 30% par an durant les dernières années selon Riadh Bezzarga, en attendant la mise en place à terme d'une zone de libre-échange entre l'Algérie et la Tunisie.

Notons que les exportations tunisiennes vers l'Algérie ont atteint les 368 millions d'euros en 2013 contre 352 millions d'euros en 2012 et 306 millions d'euros en 2011.

Quant aux exportations algériennes, elles se sont établies à 896 millions d'euros en 2013 contre 717 millions d'euros en 2012 et 417 millions d'euros en 2011. Soit une balance commerciale largement à l'avantage de l'Algérie avec 529 millions d'euros en 2013.

C. B.

PORT D'ALGER**Un impressionnant incendie
s'est déclenché hier**

Un impressionnant incendie s'est déclenché hier matin, au port d'Alger. Selon les services de la Protection civile, le feu a pris dans un dépôt de pneus usagés appartenant à l'Entreprise portuaire d'Alger (Epal).

Dépêchés sur place vers 9h, les sapeurs-pompiers ont été appelés en renfort. Cinq engins de la Protection civile et une ambulance ont été mobilisés. Il était question d'empêcher les flammes d'atteindre l'usine des corps gras, adjacente au port d'Alger, notamment avec les vents qui favorisaient la propagation du feu, explique la Protection civile. Vers 10h30, l'incendie a été entièrement maîtrisé mais le brasier a réussi à dévaster, complètement et entièrement, le dépôt de l'Epal. Toutefois, les services de la Protection civile n'ont signalé aucune victime. Les flammes étaient, d'ailleurs, visibles de loin et une immense et dense fumée noire se dégageait. L'incendie a également provoqué un énorme embouteillage dans les deux sens de l'avenue ALN (ex-Moutonnière), notamment par des curieux qui ralentissaient pour regarder.

Les causes du déclenchement du feu restent inconnues. N'ayant pas déterminé l'origine de l'incendie, une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes.

Rym Nasri